

“Il faut révolutionner nos modes de vie”

● **Laurette Onkelinx dénonce un gouvernement fédéral “sous emprise flamande”.**

● **La leader de l’opposition PS veut abroger les avantages liés aux voitures de société.**

● **Face à l’urgence climatique, elle demande de rompre avec “la politique des petits pas”.**

“Oui, je manifesterai le 7 octobre”

Entretien François Brabant et Laurent Gérard

Laurette Onkelinx fête aujourd’hui ses 57 ans. Le gouvernement Michel, lui, souffre sa première bougie dans dix jours. Plus posée qu’il y a un an, la cheffe du groupe PS à la Chambre n’en critique pas moins la politique, à ses yeux déséquilibrée, de la “suédoise”.

A ses débuts, on s’attendait à une législature compliquée pour le gouvernement fédéral. Un an plus tard, il a l’air de s’en sortir mieux que prévu. N’êtes-vous pas surprise par la popularité de Charles Michel et du gouvernement ?

Que Charles Michel soit populaire, c’est normal, c’est le Premier ministre. Quant au gouvernement, à sa mise en place, avec des francophones ultra-minoritaires et la N-VA dans la majorité, alors que chaque parti francophone s’était engagé à ne pas s’allier à elle, il a suscité la stupéfaction. Aujourd’hui, cette stupéfaction s’est estompée mais les défauts d’origine restent. Notamment le fait que la N-VA domine et que ce gouvernement est sous emprise flamande. On le voit avec Beliris et le financement de Bruxelles; avec l’armée, où l’on ne tient plus compte des recommandations du Parlement visant à l’équilibre linguistique; avec les institutions culturelles fédérales, que la N-VA veut aussi définancer; avec la sécurité, où les décisions se prennent en se concertant avec Anvers uniquement.

Diriez-vous que la N-VA sabote l’Etat fédéral ?

Non, mais c’est sa logique d’implantation. Son passage au fédéral lui permet de s’installer là où cela pourra la servir par la suite. Quant au volet socio-économique, on voit simplement un programme bêtement de droite. Du déjà-vu, sous Martens-Gol, qui a donné de mauvais résultats.

Ce que fait ce gouvernement est-il vraiment très différent de ce que faisait le gouvernement Di Rupo ?

Eux-mêmes parlent d’un gouvernement de rupture. Et c’en est un, en effet. Car nous avons osé dire non au Fonds monétaire international, non à l’Europe, pour protéger le salaire des travailleurs.

En matière de chômage, de salaire, de prépensions, le gouvernement Michel ne marche-t-il pas sur les traces de Di Rupo ?

Non. Le gouvernement Di Rupo était un gouvernement de rigueur, parce que c’était la crise économique. Mais ici, c’est totalement déséquilibré et cela provoque des divisions. On impose un saut d’index sans demander aucun effort aux entreprises, sans les obliger à créer de l’emploi. Si le gouvernement n’avait pas tant tiré dans la direction des entreprises, je pense qu’employeurs et syndicats auraient trouvé d’autres solutions, plus équilibrées.

En matière de baisses de charges, d’allongement des carrières... il y a tout de même une continuité avec les gouvernements précédents.

Ce discours m’étonne. Les patrons disent pourtant: ouf, quel changement! Nous, nous sommes toujours passés par la concertation, afin de trouver un équilibre. Par exemple, nous avons voulu maintenir les travailleurs plus longtemps au travail mais c’était en faisant de l’accrochage à l’emploi. Ici, on balaie ces mesures, on augmente l’âge de la pension et on ne fait rien pour inciter les entreprises à engager des travailleurs plus âgés.

Avez-vous l’impression que l’opinion publique partage votre vision très critique du gouvernement ?

Je n’en sais rien. On verra aux prochaines élections, et on constate un peu partout en Europe que les politiques d’austérité sont remises en cause. Cela étant dit, comment se mesure une contestation? Par des manifestations? Oui, c’est clair. Mais de plus en plus, il y a de nouveaux modes de participation, que l’on doit prendre en compte. Voyez les expressions sur le Net, les pétitions. Il y a un besoin, une envie de s’exprimer, au-delà du vote. J’ai envie que cette parole citoyenne soit mieux entendue.

Comment ?

En tirant au sort des membres du Sénat. Ou en organisant davantage de référendums.

Les traités européens devraient-ils être soumis à référendum, comme en France ou aux Pays-Bas ?

Pourquoi pas. En Belgique, parce qu’on est au cœur de l’Europe, on a tendance à dire oui à tout nouveau traité. Cela commence à bien faire! Les traités qui se préparent peuvent nuire à notre évolution économique et sociale.

Manifesterez-vous le 7 octobre avec les syndicats ?

Oui. Je suis dans la rue, à côté de ceux qui luttent.

“Les défauts d’origine restent.

Notamment le fait que la N-VA domine et que ce gouvernement est sous emprise flamande.”

“Des référendums sur les traités européens? Pourquoi pas. En Belgique, parce qu’on est au cœur de l’Europe, on a tendance à dire oui à tout nouveau traité. Cela commence à bien faire!”

“Rendons obligatoire le parcours d'intégration à Bruxelles”

“Le PS arrête de réfléchir quand il est au pouvoir, ça ne va pas!” a dénoncé Yvan Mayeur, bourgmestre de Bruxelles. Partagez-vous son diagnostic ?

Non, ce n'est pas exact. Ce qui est vrai, par contre, c'est qu'il faut profiter de l'opposition pour prendre du recul et lancer des idées plus audacieuses. Par rapport à l'urgence climatique, notamment.

Paris s'apprête à accueillir la conférence de l'Onu sur le climat. Comment la Belgique doit-elle aborder le problème ?

J'étais ministre fédérale de l'Environnement lors de la première grande conférence sur le climat, à Rio, en 1992. La prise en compte du problème n'est pas neuve. Sauf que, depuis lors, on a mené une politique des petits pas. C'est cela qui doit changer. La question est désormais la suivante: si on n'a pas entamé d'ici 2020 la transition vers une économie sans carbone, l'espèce humaine survivra-t-elle à ce siècle? On doit agir à très court terme, sinon le processus deviendra irréversible. Et à côté des grands objectifs internationaux pour réduire les gaz à effet de serre, l'agenda des solutions passe par les régions et les communes. Voyez ce qu'a fait Yvan Mayeur: le plus grand piétonnier d'Europe! Cela participe de ces solutions-là.

A ce propos, Mayeur n'aurait-il pas dû concerter davantage les commerçants ?
Il l'a fait.

Beaucoup, y compris au PS, lui reprochent d'avoir imposé son projet “brut de décoffrage”.

Je pense que s'il ne l'avait pas fait brut de décoffrage, ça n'aurait jamais existé. Il serait allé de concertation en concertation, puis une fois arrivées les élections de 2018, tout aurait été bloqué. Yvan devait mettre le pied dans la fourmière. Maintenant, il en est conscient, il doit poursuivre les concertations pour faire évoluer le modèle.

A plusieurs reprises, déjà, le PS a fait mine de verdire

son programme. Mais dans les faits, la question écologique n'a jamais été intégrée au logiciel socialiste. En ira-t-il différemment cette fois ?

Tous les partis traditionnels ont participé au gouvernement, et donc à la politique des petits pas. Cela a produit des améliorations, mais pas de révolution. Or aujourd'hui, pour répondre à l'urgence climatique, il faut révolutionner nos modes de vie. Ce n'est pas simple. Cela implique de freiner, voire d'interdire, certains investissements de multinationales, notamment dans les combustibles fossiles. Aux Etats-Unis, on évalue à 400 000 dollars par jour le montant consacré au lobbying par les grandes entreprises. C'est dire si le profit en jeu est énorme. Mais nous, c'est notre planète qui est en jeu.

Au niveau belge, que proposez-vous ?

Les voitures de société ont-elles encore un sens? Le système actuel subventionne la pollution.

Doit-il disparaître ?

Je pense que oui. Il faut imaginer un système alternatif. Les travailleurs qui en bénéficient ont reçu un avantage en nature qui est un complément au salaire. Cet avantage, il faut le conserver, mais d'une autre manière.

Le PS doit-il aussi repenser la question du travail ?

Oui. Deux chercheurs d'Oxford ont estimé que la révolution numérique va détruire 47% des emplois. L'ordinateur offre de plus en plus de possibilités, mais celles-ci ne créent pas d'emploi. Quelle est la solution? La réduction massive du temps de travail devra entrer dans nos réflexions, nos décisions. C'est urgent.

Quelle devrait être la norme hebdomadaire ?

Je ne vais pas dire maintenant s'il faut passer de 38 heures à 35 ou 32. De toute façon, le débat ne se limite pas au régime hebdomadaire. Les formules pour réduire le temps de travail peuvent être diverses. Mais en tout cas, c'est indispensable.

Le parcours d'intégration pour les primo-arrivants sera bientôt obligatoire en Wallonie, mais pas à Bruxelles. Pourquoi ?

J'y suis favorable. Je le veux. On avait validé le caractère obligatoire pour l'apprentissage des langues, mais je pense qu'on doit aller au-delà.

Cela doit être obligatoire pour les langues et pour la citoyenneté. Mais, à Bruxelles, on fait face à des difficultés institutionnelles inouïes. Les compétences se partagent entre la Cocof, la VGC, la Cocom et la Région. Un bordel indescriptible! On doit simplifier radicalement les institutions bruxelloises.

Chaque jeudi, vous réunissez les ministres PS du gouvernement bruxellois. Ne serait-ce pas plus clair que vous deveniez ministre-Présidente? En coulisses, vous êtes déjà la patronne.

Ce genre de commentaires, c'est assez désagréable pour Rudi Vervoort. Pour ma part, je trouve que son gouvernement fonctionne vraiment.

N'empêche, cela ne doit pas être simple pour Rudi Vervoort de travailler sous votre tutelle, avec un chef de cabinet, Yves Goldstein, qui est votre ancien bras droit.

C'est quoi, ça? Benoît Lutgen réunit les ministres CDH, avec Joëlle Milquet. Personne ne juge ça embêtant. Tous les partis le font! Sans exception! Elio Di Rupo réunit, évidemment, les ministres wallons. Insinuez-vous qu'Elio devrait prendre la place de Paul Magnette? Allez... Pourquoi serait-ce différent pour moi? On travaille en équipe et on a cette chance de très bien s'entendre, Rudi et moi.

“La réduction massive du temps de travail devra entrer dans nos réflexions, nos décisions.”